

Macron, Castaner, et la rupture entre police et peuple

Le gouvernement actuel, rangé derrière Emmanuel Macron et arc-bouté sur sa volonté de réforme néolibérale, tente d'imposer en force une réforme largement rejetée, à un pays qui ne l'a gratifié que d'un petit quart de ses suffrages. Cette illégitimité morale qu'il veut ignorer le confronte depuis des mois à des révoltes et à des mouvements sociaux de très grande ampleur.

A ces deux formes de résistance il a décidé d'opposer une tactique répressive croissante.

Mais de l'illégitimité et de la volonté de réformer en force, à la révolte puis à la répression, sa fragilité le conduit à instrumentaliser les forces de police, et à prendre ainsi la responsabilité d'une grave coupure entre le peuple Français et la force publique pourtant sensée agir en son nom.

En ce début janvier encore, les dérives policières ont frappé manifestants, Gilets Jaunes et syndicalistes, alors qu'aucun défilé ne présente la moindre violence et que tous suivent sagement les itinéraires convenus avec les autorités.

Incontestablement fleurit aujourd'hui une haine de la police dans une partie grandissante de la population. Il n'y a plus à en démontrer les raisons : nombre de faits incontestables ont été relatés, filmés, consignés par des journalistes, un épisode gravissime démonté par le journal *Le Monde* lui-même, les effets de armes dangereuses dénoncés par la Commission européenne. Tout cela est appuyé par un arsenal juridique confondant, et conforté par une impunité quasi totale et une tolérance invraisemblable et inquiétante vis-à-vis du non respect des réglementations par les dites « forces de l'ordre ». Les murs de nos villes se couvrent de slogans haineux, et l'on entend dans les cortèges scander : « Tout le monde déteste la police ». ACAB devient le sigle de ralliement des opposants de toutes tendances confondues.

Même là où on l'on ne manifeste pas, où l'on ne se confronte pas à la police, les faits sont connus et révoltent ; en premier lieu bien entendu dans les banlieues. M. Macron nous dit qu'il ne PEUT pas y avoir de répression puisque nous sommes dans un état de droit. Ce qui revient à dire que dans notre pays, une violence policière est un droit...

Un cercle délétère s'enclenche alors, lorsqu'en retour cette haine de la police déclenche ou amplifie en retour la méfiance, des forces de l'ordre pour tout ce qui porte Gilet Jaune bien sûr, mais aussi tout ce qui ressemble à un syndicaliste, à un gréviste, un « gauchiste », un chômeur, ou un militant politique résistant.

Il faut insister ici sur le fait que l'on ne peut évidemment pas décrire le comportement de « l'ensemble des forces de l'ordre » de manière monolithique. La police, on le sait, est elle-même traversée de courants contradictoires ; et si l'influence de l'extrême droite est bien documentée, il existe fort heureusement des individus et des groupements syndicaux pour dénoncer la doctrine imposée, les actes couverts, et la manipulation dangereuse par le pouvoir politique. C'est le cas du syndicat Vigi, et d'Alexandre Langlois (*Dérives et dysfonctionnements de la Police nationale*) qui s'instaure en lanceur d'alerte et prône une « réforme » de la police nationale.

Il se creuse cependant inexorablement un fossé entre la nation et ses forces de l'ordre dont la légitimité se trouve affaiblie. La consanguinité des membres de l'exécutif avec les puissances d'argent ne peut qu'affaiblir encore cette légitimité, l'augmentation des différences de richesse est criante, et interprétée comme l'une des raisons principales des régressions sociales. Or il n'est pas difficile de comprendre que l'opposition entre population et police, si elle est de toute évidence délétère, présente quelques intérêts pour le pouvoir exécutif en difficulté.

Le désarroi de M. Macron est né lorsque l'action des G.J. a fait soudain vaciller son autorité et laissé douter de sa capacité à défendre le fameux « ordre public ».

Dans ce contexte, une fraternisation entre forces de l'ordre et opposants politiques (soit environ 75 % de l'électorat) mettrait l'exécutif en difficulté. La « convergence des luttes » entre forces de l'ordre et populations mettrait rapidement fin aux ambitions réformatrices du pouvoir, et compromettrait la mission néolibérale qui lui a été confiée par les classes possédantes. Or en décembre 2019, ces forces de l'ordre méprisées comme leurs semblables qui ne sont rien, n'étaient pas loin du burn-out, pas loin elles-mêmes de la révolte, et la panique s'empara un instant des sphères du pouvoir.

On peut donc faire l'hypothèse que cette situation d'antagonisme, nécessaire aux classes dirigeantes, est en partie voulue et organisée.

L'incroyable traitement de l'affaire Benalla, les dénégations irrecevables des hautes sphères de la police et du pouvoir face aux brutalités criantes, la tolérance vis-à-vis du non respect de la loi, sont autant d'indices dans ce sens. Et il est probable que la sauvagerie manifestée par certains policiers reçoit sinon un encouragement, au moins des « signaux de tolérance » de la part des commandements à tous niveaux. Manifestants, militants et Gilets Jaunes ont préalablement été désignés comme ennemis de l'intérieur, opposants illégitimes, dangereux auteurs de trouble. Ce qui n'exclut pas qu'il existe une tentation violente et droitisante au sein des services de police.

Il existe en tous cas des preuves irréfutables de la nécessité ressentie par le pouvoir de se concilier les forces de l'ordre sans considérer pour une fois le coût de l'opération.

Il trouva sans difficultés les deniers pour payer (ou promettre de payer) les heures sup dues aux policiers et gendarmes. Ce qui en passant discrédita le credo présidentiel de la disparition des régimes spéciaux.

Il accepta l'ignominie d'une préfecture opposant aux défenseurs de Zineb Redouane un non lieu dû précisément à l'impossibilité – paraît-il – d'identifier le policier auteur du tir de grenade.

Et c'est un incroyable paradoxe que les forces de l'ordre n'aient obtenu ces avantages et cette tolérance que grâce à l'action déterminée des forces sociales qu'ils sont payés pour réprimer.

On est là au cœur de cette stratégie répressive qui requiert de dresser les uns contre les autres opposants politiques et forces de l'ordre quel qu'en soit le coût à long terme pour la cohérence sociale. Et ce dans le contexte de la montée partout dans le monde d'une exaspération des peuples devant la spoliation des richesses qu'ils produisent par une finance dérégulée et une oligarchie milliardaire.

On assiste donc depuis l'avènement du « réformisme en marche » à l'aggravation radicale d'une dérive autoritaire que le pouvoir nie effrontément tandis qu'il joue de l'affrontement entre la population et les forces de l'ordre.

Il est indispensable de conjurer cette dérive tant qu'il en est encore temps. Car si le cadre policier et juridique est dangereux entre les mains des « marcheurs », qu'advient-il dans l'hypothèse non farfelue où il tomberait entre les mains du RN aux prochaines échéances électorales. Hypothèse d'autant moins farfelue que nombre d'électeurs exaspérés se promettent aujourd'hui de ne plus céder à l'insupportable chantage : « Macron ou Le Pen ».

Pour ce faire, il faut réformer la police, revoir ses méthodes, changer ses armes, sa formation, son recrutement, ses responsabilités ; mais il faut surtout dénoncer haut et fort le jeu despotique et dangereux de ces pseudo démocrates jouant l'affrontement du peuple contre les « représentants de l'ordre » sensés émaner de sa souveraineté.

Il semble heureusement que cette prise de conscience, appuyée par certains organes de presse, se mette à son tour « en marche » ces jours derniers.